

## Politiques de l'irrigation dans les pays méditerranéens membres de l'OCDE

Béraud D., Gabriel N.

L'eau

Paris : CIHEAM  
Options Méditerranéennes; n. 14

1972  
pages 24-29

Article available on line / Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=CI01.0476>

To cite this article / Pour citer cet article

Béraud D., Gabriel N. **Politiques de l'irrigation dans les pays méditerranéens membres de l'OCDE.** *L'eau*. Paris : CIHEAM, 1972. p. 24-29 (Options Méditerranéennes; n. 14)



<http://www.ciheam.org/>  
<http://om.ciheam.org/>

Daniel BERAUD (\*)  
 et  
 Nadine GABRIEL (\*\*)

# Politiques de l'irrigation dans les pays méditerranéens membres de l'OCDE

Les surfaces irriguées ont dépassé 10 millions d'hectares en 1971 dans les sept pays méditerranéens Membres et Associé de l'OCDE : Espagne, France, Grèce, Italie, Portugal, Turquie et Yougoslavie, et le rythme d'accroissement annuel de ces surfaces ne cesse de s'accélérer. L'économie de ces pays est certes très diversifiée : deux sont industrialisés, la France et l'Italie, les cinq autres sont en voie de développement. Par ailleurs, si la France et la Yougoslavie n'ont qu'une partie de leur territoire qui bénéficie d'un climat méditerranéen, pour les cinq autres pays l'irrigation est devenue le pôle de développement le plus important de leur agriculture. Devant l'importance des investissements mis en œuvre, les conséquences du développement de l'irrigation sur la production, les difficultés de trouver des débouchés sur le marché international pour certaines des productions irriguées, notamment les fruits et légumes, un groupe de travail de l'OCDE a décidé d'effectuer une étude des politiques de l'irrigation dans les sept pays méditerranéens Membres de l'Organisation et aux États-Unis, dont l'expérience est toujours très intéressante pour l'Europe. Cette étude a donné lieu à huit rapports par pays et à un rapport de synthèse (1). Elle a permis de mettre notamment en évidence les principaux résultats obtenus et les problèmes essentiels rencontrés lors de la mise en œuvre des programmes d'irrigation.

D'une manière générale, l'agriculture tient dans les pays en cause une place importante, qui varie cependant sensiblement. En 1969, le produit agricole brut représentait respectivement 6 et 10 % du produit intérieur brut en France et en Italie, près de 15 à 32 % dans les autres pays méditerranéens encore en voie de développement. L'emploi agricole, s'il ne constituait que 15 % de l'emploi civil total en France et 21 % en Italie, s'élevait de près du tiers à 72 % dans les autres pays méditerranéens.

Quant à la production agricole, sa progression a été particulièrement vive

(\*) Administrateur Principal à l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE).

(\*\*) Administrateur à l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE).

(1) Ces rapports pourront être adressés gratuitement sur demande dans la limite des stocks disponibles.

depuis 1955 et supérieure à l'augmentation moyenne relevée pour la zone OCDE dans son ensemble, ceci est certainement dû en grande partie à l'utilisation intensive de l'irrigation.

## LES SURFACES ET LES CULTURES IRRIGUÉES

Malgré l'hétérogénéité des données et leur relative imprécision dans certains pays étudiés, les surfaces irriguées ou équipées pour l'irrigation en 1970 qui ont été retenues sont les suivantes (cf. tabl. 1) : l'Italie (3,4 millions d'ha) et l'Espagne (2,3 millions d'ha) représentent à elles deux 60 % du total des surfaces irriguées dans les sept pays étudiés. Elles sont suivies par la Turquie (17 %), la France, la Grèce et le Portugal (6 à 8 % pour chaque pays) et enfin la Yougoslavie : 2 % seulement (2). Le rythme d'accroissement annuel des surfaces irriguées a été dans le passé le plus récent, le plus élevé en Turquie (87 000 ha); viennent ensuite la France et l'Espagne (56 000 ha), l'Italie (40 000 ha), la Grèce (30 000 ha), la Yougoslavie (12 000 ha) et le Portugal (2 500 ha). Dans ce dernier pays, l'irrigation a connu au cours de la dernière décennie une relative stagnation.

Chaque pays a adopté une répartition quelque peu différente pour les cultures irriguées qui ont rarement été recensées d'une façon précise. La répartition moyenne nationale de ces cultures ne met d'ailleurs pas en évidence de très fortes disparités régionales. Tous les pays ont développé les productions de fruits et légumes qui sont les plus intensives et qui rentabilisent le mieux les investissements, compte tenu des conditions naturelles et des débouchés. Elles représentent 20 à 50 % de l'ensemble des surfaces cultivées avec prédominance soit des cultures fruitières, soit des cultures légumières. Viennent ensuite par ordre d'intensité décroissante, les cultures industrielles (4 à 40 % des surfaces cultivées); les céréales et notamment le riz et le maïs (15 à 35 % des surfaces cultivées), qui sont encore importantes bien que le blé et l'orge soient en régression. Enfin, les cultures fourragères pour lesquelles on a souvent peu de

(2) Pour la République socialiste de Macédoine et les régions autonomes de Kosovo et de Voïvodine.



C. V.

TABLEAU 1  
Évolution et rythme annuel d'accroissement des superficies irriguées  
(milliers d'ha)

SUPERFICIES IRRIGUÉES			
	Années	Nature des superficies irriguées	Valeur des superficies irriguées
Espagne . . . . .	1960	S.I.	1 828
	1968		2 143
	1975 (Prév.)		2 800
Grèce . . . . .	1960	S.I.	435
	1969		711
	1975 (Prév.)		917
Portugal . . . . .	1955	S.I.	592
	1965		611
	1970		623
	1975 (Prév.)		(710)
Turquie . . . . .	1963	S.I.	1 115
	1967		1 549
	1972 (Prév.)		1 941
Yougoslavie (1) . . . .	1955	S.E.	67
	1970		170
	1975 (Prév.)		338
Italie . . . . .	1962	S.E.	3 100
	1970		3 400
	1975 (Prév.)		3 700
France . . . . .	1965	S.E.	350
	1966		600
	1970		825
	1975 (Prév.)		1 155

RYTHME ANNUEL D'ACCROISSEMENT			
	Période considérée	Nature des surfaces irriguées	Accroissement annuel
Espagne . . . . .	1900-1940	S.I.	6,5
	1950-1960		14,0
	1960-1964		50,0
	1968-1971 (Prév.)		72,0
Grèce . . . . .	1929-1939	S.I.	9,0
	1950-1960		17,0
	1960-1969		30,0
	1968-1972 (Prév.)		45,0
Portugal . . . . .	1955-1965	S.I.	1,9
	1965-1970		2,5
	1970-1975 (Prév.)		17,4
Turquie . . . . .	1963-1967	S.I.	86,7
	1968-1972 (Prév.)		78,4
Yougoslavie (1) . . . .	1950-1955	S.E.	2,0
	1955-1965		4,2
	1965-1970		12,2
	1970-1975 (Prév.)		33,6
Italie . . . . .	1905-1948	S.E.	19,0
	1948-1956		42,6
	1956-1962		95,7
	1962-1970		37,8
	1970-1975 (Prév.)		60,0
France . . . . .	1956-1966	S.E.	25,0
	1966-1970		56,2
	1970-1975 (Prév.)		66,0

(1) Les chiffres couvrent seulement les régions autonomes de Voïvodine et de Kosovo, ainsi que la République de Macédoine.  
S.E. Surfaces équipées pour l'irrigation.  
S.I. Surfaces effectivement irriguées.

données et dont l'importance est en général faible, sauf en Italie (3 à 50 % des surfaces cultivées). Les productions pour lesquelles l'irrigation pèse d'un poids déterminant sont plus particulièrement parmi les fruits : les agrumes, pommes, poires, pêches et raisins de table; les légumes; parmi les cultures céréalières, le maïs et le riz et enfin parmi les cultures industrielles, le coton et les betteraves sucrières. Les proportions des surfaces irriguées dans les surfaces cultivées illustrent imparfaitement l'importance économique des cultures irriguées. En effet, il convient de souligner que ces cultures sont beaucoup plus intensives que les cultures sèches; elles sont en outre plus modernes, de telle façon que leurs rendements sont beaucoup plus élevés. C'est ainsi qu'aux États-Unis où des chiffres ont pu être obtenus, les productions irriguées qui occupent seulement 10 % des surfaces cultivées représentent 20 % de la valeur totale de la production agricole.

### LES INVESTISSEMENTS

Les investissements consacrés à l'irrigation ont été en constante augmentation dans tous les pays, à l'exception du Portugal, au cours des vingt dernières années. La seule courbe irrégulière est celle de la Yougoslavie où les crédits sont accordés pour une longue période et où l'utilisation annuelle est irrégulière. Pour la période allant de 1960 à 1970, l'Italie, dont les efforts sont plus anciens, a marqué un fléchissement; l'Espagne, la Grèce et la France ont des accroissements modérés; la Turquie se caractérise par un accroissement plus rapide.

Les investissements publics pour l'irrigation représentent plus de la moitié des investissements du secteur agricole pour la période la plus récente en Espagne, en Grèce et en Turquie. Cette proportion est en diminution en Espagne et en Turquie; elle semble continuer à croître en Grèce. Dans ces trois pays, l'irrigation constitue une priorité absolue, d'où la nécessité d'atteindre plus qu'ailleurs une très grande efficacité.

Les investissements sont financés en majeure partie sur fonds publics, surtout en Yougoslavie et en Turquie (100 et 95 %); viennent ensuite l'Espagne, la France et l'Italie (82 à 75 %). Ce pourcentage est en diminution, notamment dans ces trois derniers pays où l'État demande un effort de plus en plus important aux agriculteurs.

### LES ORGANES D'INTERVENTION

Pour mettre en œuvre les programmes d'irrigation collective, plusieurs formules ont été utilisées dans les différents pays. L'une des solutions a été d'encourager l'initiative locale par la constitution d'associations de bénéficiaires. Ces organismes reçoivent une aide sous diverses formes (subventions, prêts, etc.); ils ont la responsabilité de l'établissement du réseau d'irrigation et de sa gestion lorsque

les travaux sont terminés. La multiplication de ces associations a stimulé efficacement la mise en irrigation moyennant un minimum d'aide de l'État; celui-ci exerce sa tutelle de différentes façons, qui vont de la concession du droit de percevoir des taxes jusqu'à un strict contrôle administratif et technique.

Très rapidement, la mise en œuvre d'une politique de réforme agraire de développement régional et d'aide aux régions défavorisées, qui allait de pair avec la naissance des projets d'irrigation à objectifs multiples, a nécessité un renforcement et une coordination des interventions des pouvoirs publics. Mais ceux-ci n'avaient pas les structures leur permettant d'accomplir efficacement et rapidement les tâches d'exécution. Ils ont ainsi été amenés à confier ces tâches à des instituts ou sociétés d'aménagement plus ou moins autonomes ou à créer des services nouveaux dans les Ministères.

Dans les huit pays couverts par l'Étude de l'OCDE, le Ministère de l'Agriculture et celui des Travaux Publics jouent, à des degrés divers, un rôle dans la mise en œuvre de l'irrigation. La compétence du Ministère des Travaux Publics est généralement limitée aux travaux de génie civil. Le rôle joué par le Ministère de l'Agriculture est le plus important en Grèce, où il reste le maître d'œuvre de l'irrigation. En Espagne, au Portugal et en Turquie, un organisme spécial est responsable de la mise en valeur au niveau des exploitations agricoles (Institut de colonisation, en Espagne, sous la tutelle du Ministère de l'Agriculture; TOPRAKSU ou service de mise en valeur du sol et de l'eau, en Turquie, qui fait partie du Ministère du Développement des Villages; Direction générale des services agricoles du Ministère de l'Agriculture au Portugal). De ces trois organismes, c'est l'Institut de colonisation en Espagne et TOPRAKSU en Turquie qui ont les pouvoirs les plus étendus. Ils sont chargés de la réalisation intégrale de certains projets et même, pour l'Institut de colonisation, de la construction de villages et de l'aménagement d'ensemble des régions faisant l'objet d'une réforme agraire.

En France, en Italie et en Yougoslavie, les associations de bénéficiaires continuent à se développer : associations syndicales autorisées (France), Consortio di Bonifica (Italie), associations locales de gestion des eaux (Yougoslavie). A côté d'elles ont en outre été créés des organismes spéciaux. Ce sont en France les Sociétés d'économie mixte, qui ont surtout été créées pour le Sud, moins développé; en Italie, la Cassa per il Mezzogiorno, organisme chargé de la mise en valeur du Sud de l'Italie; en Yougoslavie, le complexe hydraulique Danube-Tisza-Danube (en Voïvodine). Ces organismes réalisent une véritable opération de développement régional. Ils ne sont pas limités dans leurs interventions par des compétences sectorielles et peuvent donc promouvoir un développement coordonné. Ils disposent de ressources propres; celles-ci s'ajoutent au budget des administrations nationales ou régionales; elles permettent de rétablir la synchronisation des interventions en vue d'un même objectif. Les organismes

spéciaux peuvent établir des plans et disposer de budgets pluri-annuels.

## RÉSULTATS ET PROBLÈMES AU NIVEAU DES EXPLOITATIONS AGRICILES IRRIGUÉES

Les structures des exploitations agricoles sont peu satisfaisantes en Europe méridionale. Au Portugal, en Espagne et en Turquie et, dans une moindre mesure en Italie, un petit nombre de grands domaines occupant une part importante de territoire agricole coexistent avec une multitude d'exploitations petites et morcelées. En France, les grandes exploitations sont nombreuses. En Grèce, il n'existe pratiquement pas de grandes exploitations, mais là également, la plupart des exploitations sont trop petites et trop morcelées.

En Yougoslavie, le secteur social est composé d'un nombre relativement restreint de grandes exploitations mécanisées et organisées de manière moderne. Elles ne couvraient que 15 % des superficies cultivées en 1968, mais intervenaient pour 49 % dans la production commercialisée. Le secteur privé occupe encore 85 % des terres arables; la surface des exploitations individuelles ne peut dépasser 10 hectares de terres arables.

La situation concernant la structure des exploitations agricoles est, dans les zones irriguées, le reflet de cette situation générale. Lorsque ces zones ont été aménagées dans le cadre d'une réforme agraire, certains grands domaines ont été morcelés, la dimension moyenne des exploitations créées se situe entre 3 et 10 hectares. Ces dimensions sont peu à peu reconsidérées pour créer des exploitations familiales modernes, économiquement viables. Dans les programmes récents, la dimension peut atteindre 20 à 30 hectares.

Les résultats techniques grâce à l'utilisation de l'eau, de techniques culturales et d'équipements modernes, sont toujours positifs mais ils ne sont utiles que s'ils sont accompagnés de bons résultats économiques.

Dans ce domaine, les éléments dont on dispose sont peu nombreux, sauf aux États-Unis. Trois études ont été utilisées : la première portant sur 4 050 exploitations irriguées ou non, disséminées dans 9 bassins hydrographiques en Espagne. La deuxième est une analyse économique de 22 exploitations pilotes situées dans la vallée de la Messara en Crète, la troisième est basée sur des documents comptables d'exploitations-types spécialisées dans la production du coton au Texas.

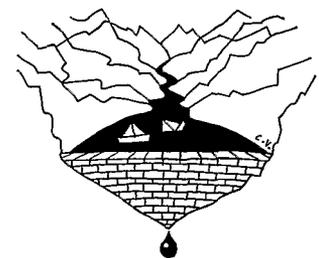
Malgré l'hétérogénéité des conditions naturelles, économiques, sociales, les trois études indiquent une amélioration du revenu dans les exploitations irriguées grâce à une utilisation plus intensive du sol, du travail et du capital. C'est la ressource la plus rare qui a été la plus exploitée; en Grèce la terre, aux États-Unis le travail.

L'irrigation permet de mieux maîtriser la production végétale à la fois en quantité

et en qualité, à condition que l'eau soit rationnellement utilisée, mais elle implique une reconversion de l'exploitation agricole; cette reconversion ne se traduit par un revenu complémentaire que si elle assure une bonne utilisation des facteurs de production : terre, travail, capital et eau. Malheureusement, la situation économique des exploitations irriguées est fort mal connue. Les grandes disparités constatées entre les résultats des exploitations analysées devraient suffire à souligner la nécessité d'un effort important pour mieux connaître cette situation et rassembler les bases nécessaires pour améliorer la gestion des exploitations irriguées. C'est une condition essentielle pour assurer la rentabilité d'un programme d'irrigation.

## RÉSULTATS ET PROBLÈMES AU NIVEAU DES PÉRIMÈTRES IRRIGUÉS

Comme au niveau des exploitations agricoles, les résultats techniques sont visibles, parfois spectaculaires : barrages,



canaux, stations de pompage, usines et stations de conditionnement. Par contre, les évaluations socio-économiques suscitent de telles difficultés qu'elles sont fort rares dans les pays méditerranéens étudiés, et lorsqu'elles existent, elles se limitent aux études préalables.

Un certain nombre d'études intéressantes ont été effectuées en Italie, en Turquie, aux États-Unis, plus récemment en Espagne, en utilisant notamment l'analyse avantages/coûts.

D'une façon générale, l'évolution de l'accroissement des recettes qui influe sur le quotient avantages/coûts et donc sur la rentabilité directe, dépend très largement de la vitesse d'adoption par les agriculteurs de bonnes techniques culturales leur permettant d'obtenir de bons résultats économiques. Une image de cette vitesse d'adoption est donnée par la progression du quotient surfaces effectivement irriguées/surfaces équipées pour l'irrigation. Ce quotient est souvent faible, même dans les périmètres anciens et se situe la plupart du temps entre 20 et 70 %. En effet, les moyennes constatées en Turquie pour certains périmètres (262 000 ha irrigués) étaient de 54 % en 1969, dans le sud de la France (49 000 ha irrigués) de 40 % à la même date. Les experts italiens estiment que le maximum possible, pour des raisons techniques (exigences de l'assolement, etc.) est de l'ordre de 80 %.

Il n'est pas possible de tirer des conclusions précises, car il faudrait être sûr que, dans les deux cas, la même définition de la surface équipée a été adoptée. D'autre part, les facteurs qui influencent la mise en valeur par l'irrigation sont différents dans les deux pays.

En ce qui concerne les coûts de l'aménagement des périmètres, tous les éléments recueillis montrent qu'ils sont en augmentation dans tous les pays, par suite du prix élevé des ouvrages d'art pour le stockage et le transport de l'eau, notamment dans les grands projets. D'autre part, les projets les moins coûteux ont en général déjà été réalisés.

Ces deux éléments, difficulté d'une croissance régulière du revenu et augmentation des coûts, sont des facteurs défavorables qui militent en faveur d'une bonne gestion et d'une utilisation permanente de l'analyse économique pour guider les responsables dans le choix des projets et contrôler la gestion des projets en cours d'exécution. La mise au point de méthodes pour permettre des analyses économiques plus approfondies semble être d'une haute priorité si l'on en juge par la très grande dispersion dans la rentabilité des projets.

D'autres facteurs exercent une action défavorable sur la rentabilité des périmètres irrigués, ce sont notamment : la progression mal maîtrisée des recettes et des dépenses, les plans de financement à long terme insuffisamment adaptés aux besoins, l'insuffisance des mesures de politiques agricoles d'accompagnement (amélioration des structures, mesures d'incitation pour favoriser le développement de certaines productions, action complémentaire à la mise en irrigation notamment dans le domaine de la transformation et de la commercialisation), insuffisance de l'application de méthodes modernes de gestion des projets.

### LES PRINCIPAUX EFFETS DE L'IRRIGATION AU NIVEAU DE L'ÉCONOMIE NATIONALE

Les objectifs agricoles essentiels que s'étaient fixés les pays méditerranéens et que la mise en œuvre de l'irrigation devait — entre autres moyens — permettre d'atteindre peuvent, sur le plan macro-économique, être schématisés comme suit : a) augmentation de la production agricole pour répondre à la demande intérieure et aux débouchés extérieurs de manière à améliorer la contribution de l'agriculture à la balance commerciale; b) élévation de la productivité et du revenu agricoles. L'étude de l'OCDE s'est efforcée de discerner si, et dans quelle mesure, l'irrigation avait servi le premier de ces buts et quels furent les problèmes rencontrés (3). On s'est donc situé à deux niveaux, celui de la production agricole d'abord, celui de son écoulement ensuite.

(3) Quant à l'incidence de l'irrigation sur le niveau de l'emploi, du revenu et des structures agricoles, ils n'ont été étudiés qu'au niveau de l'exploitation et du périmètre irrigués par suite de la quasi-impossibilité d'isoler au plan de l'économie nationale l'effet de l'irrigation de celui des autres mesures de politique agricole.

Photo C.N.A.B.R.L. Serrière Renoux



Travaux d'irrigation du Bas-Rhône Languedoc.

## L'ACCROISSEMENT DES PRODUCTIONS AGRICOLES IRRIGUÉES

L'expansion des superficies irriguées jointe à l'élévation du rendement qui accompagne la mise en œuvre de l'irrigation sont à l'origine de l'importante augmentation des principales productions irriguées qui sont reprises au tableau 2A et dont on a situé l'évolution entre deux périodes moyennes quadriennales (1957-60 ou 1955-59 et 1965-68). Comme le montre ce tableau, l'augmentation n'a pas été uniforme, elle a surtout été importante pour les fruits et légumes, le maïs et les cultures industrielles, mais nettement moins

dans le domaine des productions animales.

Cinq fruits représentant dans tous les pays méditerranéens de l'OCDE l'essentiel de la production fruitière ont retenu plus particulièrement l'attention : il s'agit des pommes, poires, pêches, agrumes et raisins de table. Au total, ces cinq espèces fruitières ont, entre les périodes moyennes 1957-60 et 1965-68 augmenté d'environ 70 %, pourcentage qui minimise les variations de récolte dues au climat et traduit donc, sous réserve d'arrachage des vergers, une augmentation durable de la production. La situation par pays fait ressortir que l'accroissement moyen a été largement dépassé en France, en particulier pour les pommes, qu'il a été également

dépassé mais plus faiblement en Italie (où ce sont essentiellement les poires et les raisins de table qui ont augmenté) et en Turquie. Bien que se situant légèrement en-dessous du niveau moyen d'accroissement, la Grèce a également nettement augmenté sa production fruitière, notamment celle de pêches, tandis qu'en Espagne l'augmentation a été plus modérée qu'au Portugal. En Yougoslavie, pays qui irrigue beaucoup moins, la production fruitière n'a que peu augmenté.

Dans les pays méditerranéens, l'apport d'eau s'est généralement accompagné d'autres moyens de rationalisation de la production fruitière tels que la plantation de vergers modernes basse-tige, l'utilisation accrue de traitements antiparasitaires,

TABLEAU 2A

Indices de la production totale des principaux fruits et légumes en 1965-68  
(sur la base 1957-60 = 100)

Pays	Pommes	Poires	Pêches	Agrumes	Raisins de table (1)	Total 5 fruits	Légumes Total (2)	Tomates
Espagne . . . . .	150	171	195	144	131	146	122	(130)
Grèce . . . . .	175	154	223	156	146	162	124	120
Portugal . . . . .	150	160	146	139	100	137	226	667
Turquie . . . . .	273	140	124	189	145	174	..	(147)
Yougoslavie . . . . .	119	103	189	—	124	121	119	119
France . . . . .	257	180	173	—	148	209	108	116
Italie . . . . .	134	254	189	177	244	179	136	150
Total . . . . .	170	204	183	160	163	170	127	149

TABLEAU 2B

Indices de la production totale pour les principaux produits agricoles issus de l'irrigation en 1965-68  
(1955-59 = 100)

Produits Pays	Maïs	Riz paddy	Coton fibre	Bettes-sucrières	Productions animales			
					Viande bovine (3)	Lait de vache (4)	Beurre (poids prod.)	Fromage (5)
A { Espagne . . . . .	156	93	173	142	152	141	134	137
Grèce . . . . .	119	161	141	730	336	171	80	139
Portugal . . . . .	118	91	—	—	159	118	100	121
Turquie . . . . .	115	141	226	192	131	130	..	..
Yougoslavie . . . . .	148	95	—	196	167	128	131	120
B { France . . . . .	277	101	—	139	124	143	159	186
Italie . . . . .	104	85	—	136	126	108	108	138
Total 7 pays . . . . .	148	97	191	150	132	133	148	155
Total O.C.D.E. Europe (6) . . . . .	150	97	191	132	123	122	128	143

Source : A. OCDE Production, Consommation et Échanges de Fruits et Légumes, Paris.  
OCDE Statistiques Agricoles et FAO Annuaire de Production.  
B. Statistiques agricoles de l'O.C.D.E., 1955-68.

(1) Pour les raisins de table, la base 100 s'applique à la période moyenne 1955-58.

(2) Pour les légumes (total) l'indice se réfère à la moyenne 1965-67.

(3) Production intérieure brute de viande de bœuf et de veau.

(4) Production totale de lait entier, y compris le lait destiné à l'alimentation du bétail (maïs non compris le lait sucé au pis).

(5) Production totale (y compris le fromage fermier), y compris le fromage provenant du lait totalement ou partiellement écrémé.

(6) Y compris la Yougoslavie.

l'introduction de variétés plus productives et résistant mieux au transport... De ce fait, l'irrigation a certainement été à l'origine d'une amélioration de l'apparence et du calibre des fruits ainsi qu'à la diffusion de masse de certaines variétés qui n'étaient que peu connues en Europe. Elle n'a cependant pas empêché des « erreurs » de plantations, particulièrement onéreuses à corriger (cas de l'Abbondanza en Italie) ou une trop grande concentration variétale (cas de la Golden Delicious ou de la pêche jaune en France).

Sans pouvoir s'attacher à une étude détaillée de l'ensemble des espèces légumières, l'étude de l'OCDE a mis en lumière les modifications de production qu'on a enregistrées dans ce secteur à la suite de la mise en œuvre de l'irrigation : en particulier l'importance croissante prise par les légumes « fins » au détriment des légumes lourds et de manière plus générale le large étalement des calendriers de production rendu possible par l'ensoleillement important joint à l'arrivée d'eau.

Le Tableau 2B reprend pour le maïs, le riz, le coton, les betteraves sucrières, la viande bovine, le lait de vache, le beurre et le fromage les indices d'accroissement de la production entre 1955-59 et 1965-68; on se bornera ici à commenter le cas des productions animales. En effet, si l'on fait exception de la France, grand producteur laitier et de viande bovine, les pays d'Europe méridionale sont traditionnellement de faibles producteurs. Les insuffisances du cheptel et des pacages naturels, la cherté des aliments du bétail, le manque de formation des agriculteurs, les capitaux nécessaires à l'élevage et l'exiguïté de nombreuses exploitations, sont autant de facteurs qui expliquent cette situation. L'un des buts que s'assignaient les pays méditerranéens dans leurs Plans de développement était d'ailleurs de rééquilibrer leur agriculture encore trop basée sur la production végétale. Bien que les efforts déployés dans ce sens depuis quelques années n'aient pas été sans résultat, ils restent à poursuivre et à intensifier sur plusieurs plans si la zone méditerranéenne entend s'éviter des dépenses d'importation grandissantes pour couvrir ses besoins en viande.

## L'ÉCOULEMENT DES PRODUCTIONS AGRICOLES IRRIGUÉES

L'accroissement quantitatif des productions agricoles irriguées devait être utilisé à deux fins : satisfaire l'augmentation prévisible de la demande sur le marché intérieur, permettre l'amélioration de la balance commerciale, l'objectif prioritaire variant selon la production considérée. L'amélioration de la balance commerciale devait résulter simultanément de la baisse des importations consécutive au développement de certaines productions irriguées pour lesquelles les pays d'Europe méridionale étaient traditionnellement déficitaires (telles que les productions animales et connexes et le sucre) et de l'augmentation des exportations d'autres pro-

ductions dont les chances étaient jugées favorables sur les marchés extérieurs (cas des fruits et légumes et du coton).

Parallèlement, l'irrigation devait permettre une certaine diversification des exportations agricoles, très importantes dans les exportations globales des pays d'Europe du Sud, et rendre ainsi l'équilibre de la balance commerciale moins tributaire de crises survenant dans un marché déterminé.

Dans quelle mesure ces buts ont-ils été atteints?

L'étude de l'OCDE s'est efforcée de répondre à cette question, produit par produit, mais en mettant plus spécialement l'accent sur les fruits et légumes, particulièrement représentatifs de la zone méditerranéenne de l'OCDE et dont le développement avait été conçu essentiellement pour fournir des recettes d'exportation.

L'analyse détaillée des exportations de fruits et légumes des pays méditerranéens ne permet pas d'apporter une réponse pleinement positive à la question posée initialement. Certes, des résultats intéressants ont été enregistrés, à des degrés variables d'ailleurs, selon les pays et les espèces.

On citera par exemple l'augmentation importante des exportations de pommes de la France, celle des pêches et agrumes pour la Grèce. Cependant, dans certains cas, les efforts à faire demeurent encore importants et les objectifs d'exportation de fruits et légumes qui figuraient dans certains plans de développement n'ont pu être atteints. Surtout, on a enregistré pour certains fruits des excédents qui, outre leurs aspects financiers, comportent des conséquences psychologiques qui n'ont pas fini d'être ressenties. Pour exploiter la demande potentielle qui existe encore dans ce secteur, et donc pour que se justifie sur le plan économique global l'expansion des cultures fruitières et légumières irriguées, une véritable politique d'orientation de la production en fonction de la demande apparaît nécessaire.

Cette politique postule en premier lieu une connaissance précise de l'appareil productif, donc du verger et de son évolution à moyen terme, qui est loin d'être réalisée dans les pays en cause. Une politique de modernisation de l'appareil commercial et de transport s'avère également nécessaire. Enfin, pour éviter que se tende la concurrence interméditerranéenne, il serait utile d'instaurer une véritable coopération dans le secteur fruitier, portant au minimum sur des confrontations régulières en matière d'objectifs de production.

Dans le secteur de la viande bovine, on a déjà vu que l'intensification de la production qui ne se heurte ni aux problèmes de débouchés, ni aux problèmes de concurrence, reste à poursuivre, mais sa rentabilité à partir des terrains irrigués pose de difficiles problèmes, notamment de structures.

\* \* \*

L'importance des problèmes soulevés par le développement de l'irrigation pour l'agriculture et plus généralement pour

l'économie des pays en cause, a conduit l'OCDE à organiser à Athènes du 11 au 18 octobre 1971, une Session d'Études axée sur deux thèmes principaux : a) évaluation économique permanente des projets d'irrigation comme instrument d'amélioration de la rentabilité; b) politique concertée de développement de l'irrigation.

Aux termes des échanges de vues sur le premier thème, il a été décidé que l'OCDE élaborerait un guide de l'évaluation économique des projets d'irrigation devant constituer un cadre méthodologique harmonisé. Ce guide serait préalablement expérimenté par des équipes restreintes de spécialistes sur des périmètres d'irrigation déterminés. Cette activité devrait contribuer à former dans chaque pays quelques experts aux méthodes de l'évaluation économique des projets d'irrigation. Ils pourraient jouer un rôle important dans la préparation des décisions sur le choix des périmètres à irriguer et dans l'amélioration de la gestion des périmètres en cours d'exécution.

En ce qui concerne le deuxième thème, les participants à la Session d'Études d'Athènes ont relevé d'abord qu'une politique concertée de développement de l'irrigation suppose des informations améliorées tant sur les productions irriguées que pour la demande; un relevé précis des superficies, rendement, volume, variétés, des cultures irriguées s'impose si l'on veut mieux suivre et prévoir l'évolution de ces productions.

Parmi les problèmes de déséquilibre entre la production et la demande, deux ont retenu plus particulièrement l'attention des participants : les excédents enregistrés pour certains fruits et légumes, le déficit croissant en viande bovine.

En ce qui concerne ce second problème, les pays intéressés ont jugé souhaitable d'étudier ensemble les meilleurs moyens de développer la production de viande bovine à partir des périmètres irrigués dans de bonnes conditions de rentabilité.

De manière plus générale, les participants ont été d'avis que les perspectives d'irrigation des nouvelles superficies ainsi que leur affectation prévue par grandes catégories de culture devrait faire l'objet d'un examen en commun dont un des objectifs serait d'aboutir plus à une complémentarité qu'à une concurrence des productions et des exportations méditerranéennes.

